

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 29, RUE PIAT — PARIS (20^e) (Métro : Pyrénées)

LE PROLETARIAT ESPAGNOL AURA LE DERNIER MOT!

APRÈS LE CONGRÈS DE LONDRES DE LA F.S.I.

Comme en 1914...

Le national-communisme multiplie ses excitations belliqueuses.

Sous le voile de la phraséologie genevoise, le vieux social-patriotisme de 1914 fleurit toujours au sein de l'Internationale socialiste.

A Paris, à la revue du 14 juillet, passée pour la première fois sous les yeux du gouvernement (ainsi que le souligne une inconscience inouïe la S.F.I.O.) Croix de feu, communistes et socialistes, qui la main levée, qui le poing tendu, saluent fraternellement l'« armée républicaine », c'est-à-dire l'armée de la bourgeoisie française.

En ces circonstances affreuses pour le mouvement ouvrier, ouvertement vendu par ses chefs aux étais-majors impérialistes, la faillite des organisations politiques de la classe ouvrière confère une importance exceptionnelle à l'attitude du syndicalisme.

Répudiant le traité de Versailles, dénonçant l'imperialisme conservateur des vainqueurs de 1918 comme l'imperialisme revengeur des vaincus, et leur signifiant qu'elle n'apportera pas à leur querelle le sang des exploités, la Fédération Syndicale Internationale pourrait dresser sur le chemin de l'abattoir un obstacle décisif.

Le congrès de Londres, les discours de Citrine et de Jouhaux nous montrent, hélas ! que nous sommes loin du compte.

Passons sur le discours de Citrine, dont la Tribune des Fonctionnaires donnait cette semaine de larges extraits sans en faire nulle critique.

Ce latus académique sur la sécurité collective, la paix indivisible et la S. D. N. n'est qu'un démarquage britannique du discours de Léon Blum à Genève. Il a valu à « Sir » Walter les honneurs de l'Humanité.

Jouhaux, lui, mérite qu'on s'arrête à ses déclarations.

« On parle de l'impuissance de la S.D.N. a dit Jouhaux, nous sommes bien obligés de la constater ; mais cette impuissance, c'est aussi celle des peuples, c'est notre impuissance à nous-mêmes. »

Évidemment, l'impuissance de l'imperialisme dont l'essence est la guerre, à résoudre des contradictions sans recourir à la guerre !

Ayant ainsi entamé l'oraison funèbre de Genève, cela n'empêche pas Jouhaux de vouloir « renforcer, pousser en avant » le cadavre. Et en avant pour « l'organisation d'un accord mondial des forces pacifistes », au sein duquel s'intéressaient les pactes régionaux ! En ayant pour la paix invisible ! Car « laisserons-nous la vieille Europe chercher au MOVEN D'ALLIANCES ILLUSOIRES à sauver une contrée aux dépens d'une autre ? » En ayant pour que « celui qui prépare l'agression (toujours l'autre impérialisme !) sente peser l'angoisse de la défaite certaine ».

Cet « accord mondial des forces pacifistes », on sait ce qu'il veut dire.

« IL SERAIT VAIN DE CROIRE POSSIBLE, a proclamé, en effet, le « général », l'ACCORD AVEC CEUX QUI NE PEUVENT PAS NE PAS VOULOIR LA GUERRE. Le fascisme porte en lui la guerre. Combattre le fascisme, c'est donc combattre pour la paix. »

Conclusion.

« Il faut donc que celui qui déclarera la guerre nous sente prêts, si nous ne pouvons empêcher l'agression, à ERASER LA TENTATIVE POUR LE SALUT DE L'HUMANITÉ. »

Comme en 1914, le salut de l'humanité exigeait l'écrasement du militarisme prusso-allemand et le triomphe du militarisme français.

Le plus drôle — si nous osions dire — en cette affaire, c'est que Jouhaux lui-même, à propos de l'Unité syndicale internationale — a mangé le morceau.

Plaidant pour l'unité avec les syndicats russes (simple appendice, rappelons-le, de l'Etat soviétique) il déclara imperturbablement :

« Comment pourrions-nous conserver, à l'égard des prolétaires de certains pays, une attitude de suspicion, alors que nous-mêmes approuvons les gouvernements, lorsqu'ils se mettent à conclure des traités de non-agression et d'assistance mutuelle avec ces mêmes pays ?... alors que nous-mêmes, nous les engageons, nous les poussons à continuer dans la même voie. »

Nous voici loin de la motion de Toulouse « contre toute guerre ».

Comme les partis politiques qui se réclament du prolétariat, le syndicalisme international dans son expression officielle et responsable, dans ses chefs et dans ses cadres, est acquis à la guerre qui vient et à la politique qui la rend inévitable.

Abdiquant une fois de plus dans les bras de la bourgeoisie, reniant l'indépendance du syndicalisme révolutionnaire, Citrine l'a dit, Fimmen l'a dit, Jouhaux l'a dit.

Aux syndicalistes révolutionnaires que compte la C. G. T. de comprendre le péril, de se concerter, d'agir.

La C.N.T. au premier plan de la lutte Ascaso est tué à Barcelone

nos camarades espagnols quand on parle devant eux de l'épuration de l'armée.

Mais épurer l'armée eût nécessité en échange l'armement massif des ouvriers pour prévenir tout retour offensif des cadres visés par cette mesure de salubrité urgente.

Mais au lieu de prendre ces dispositions énergiques, on s'est contenté de disgrâces bénignes, qui ne faisaient qu'exciter l'hostilité et la résistance des militaires au lieu de la briser définitivement.

On envoyait en villégiature aux Canaries les assassins qui comme le général Franco, comme Mella, avaient, dans les Asturies, répandu à flots le sang ouvrier. D'autre, comme Goded, comme Queipo de Llano restaient même fort tranquillement en place l'un à Barcelone, l'autre à Séville. Cette mansuétude était plus qu'une faute, c'était un crime envers le prolétariat espagnol, car ces bandits aujourd'hui ne dissimulent pas qu'au cas désormais improbable où ils triompheraient, les représailles seraient terribles.

Mais la carence, l'inertie des dirigeants républicains s'expliquent surtout par le fait que les mesures énergiques nécessitaient pour aboutir, des moyens révolutionnaires telle la mise en état de défense armée du prolétariat et ce pour des objectifs vraiment révolutionnaires. Et les conséquences inévitables d'une action vraiment efficace effrayaient peut-être davantage les gouvernements que la menace d'un coup de force militaro-fasciste, dont, dans leur pensée, ils sous-estimaient le danger et la proximité.

Par une action parallèlement menée d'une part contre les révolutionnaires véritables de la C. N. T. et de l'autre contre des monarchistes fascistes, ils croyaient continuer, vaille que vaille, le petit train-train parlementaire. Mais ce sont là des formules de gouvernement qui peuvent convenir à des époques tranquilles.

Ce n'est pas tout à fait le cas en Espagne où les oppositions d'intérêts matériels et moraux des classes adverses ne permettent guère de synthèse.

Voilà pourquoi la tentative de Franco et de ses acolytes a des chances, une fois brisée, d' entraîner des conséquences imprévues de ses fomenteurs.

Ces conséquences on peut être certain que nos amis d'Espagne vont maintenant mettre tout en œuvre pour les réaliser.

Les organisations de la C. N. T. sont dès le premier instant entrées à fond dans la

LIRE EN 2^e PAGE :

L'appel des disparus

La mort d'Ascaso

3^e PAGE

Vers la guerre par Bérat.

L'Enquête du « Libertaire ».

CONTRE LE FASCISME

« La C.N.T. luttera aux côtés du gouvernement jusqu'au dernier de ses hommes et jusqu'à la dernière cartouche »

bagarre. Partout les militants ont déployé une fois de plus ce courage incroyable qui les caractérise. En Catalogne, ils sont les véritables arbitres de la situation, leur rôle dans le comité révolutionnaire et les milices ouvrières est prépondérant. A Madrid, où il semble qu'au début on ait tenté de se passer de leur concours par tous les moyens, ils sont au cœur de la lutte.

Le comité national qui siège dans la capitale a fait savoir que la Confédération était dans la lutte « jusqu'au dernier de ses hommes et jusqu'à la dernière cartouche. »

Cependant, la C. N. T. n'a pas été trop à se louer des Gouvernements du Front Populaire. A trois reprises, en deux mois, ses locaux à Madrid ont été fermés. Par deux fois la grève dans un bâtiment a failli être brisée par les agissements des chefs de l'U. G. T.

Mais nos camarades ont démontré que devant le péril commun, ils savaient faire faire leurs légitimes rancunes. Ceci dit pour répondre en passant à M. Paul Nizan, stalinien de son métier, qui mardi dans l'*Humanité*, donnait si coûamment à nos camarades des conseils de tactique révolutionnaire.

Il n'avait d'ailleurs pas attendu les événements actuels pour faire cette démonstration. Le Congrès de Saragosse au mois de mai, avait officiellement offert à l'U. G. T. la pratique des Alliances révolutionnaires. Et il n'était pas de jour que la presse anarchiste et anarcho-syndicaliste ne revint sur ces propositions qui restaient malheureusement sans réponses.

Ce sont les événements qui viennent de la fournir, la réponse.

Dans la lutte, l'alliance révolutionnaire s'est faite spontanément entre socialistes, anarchistes et révolutionnaires de toute tendance.

Cette alliance, après la victoire — car nous nous refusons à douter de la défaite du coup de force militaro-fasciste — devra être maintenue.

Scellée par l'héroïsme réciproque des combattants ouvriers, elle devra permettre une avancée sérieuse de la révolution sociale, difficilement réalisable désormais.

De toute manière, on peut être sûr que nos camarades joueront à fond leur chance — la chance de la révolution libertaire.

Cependant, la lutte qui ne fait que commencer, s'annonce terrible. Déjà nous avons à déplorer la mort de nombre de nos frères. Ce jeudi matin nous apporté la nouvelle de la mort d'Ascaso, tombé à Barcelone lundi, dans l'attaque de la caserne d'artillerie dite de Dressane.

Notre tristesse est grande en pensant aux vies que la guerre sociale va creuser dans les rangs de nos amis.

Mais nous puissions dans leur sacrifice héroïque et notre espoir dans la révolution libertaire et notre foi dans la victoire finale du prolétariat espagnol.



Pour prévenir les calomnies possibles et dénoncer les silences intéressés...

L'ACTION DE LA C. N. T. A BARCELONE

— Viva la F.A.I. (Fédération anarchiste ibérique).

— Viva la C.N.T.! Confédération Nationale du Travail.

— Ces initiales sont sur les voitures, peintes n'importe comment. »

Enfin signalons encore qu'à Malaga, à Séville, à Cadix, à Saint-Sébastien, à Ceuta même, partout où la bataille fait rage, les anarchistes et les membres de la C. N. T. — qui contrôlent d'ailleurs dans ces régions la majorité du secteur ouvrier — ont lutté sans relâche contre la rébellion militaire.

Quand la presse parle uniquement des communistes, elle ignore, ou feint d'ignorer, que ces derniers sont, dans la plupart des cas, des anarchistes ou des socialistes.

A Saragosse, où la C. N. T. contrôle tout le dimanche. Le gouvernement de la Généralité, en parfaite accord avec le gouvernement de la République, a combattu les rebelles avec la garde civile, les gardes d'assaut et le peuple, en particulier les syndicalistes. Ces trois éléments ont lutté ensemble LA CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL A JOUE UN RÔLE PRÉPONDEURANT.

La grève est générale dans toute la Catalogne.

Comme par hasard l'*Humanité* a « oublié » de publier ce communiqué. Ce qui permettra sans doute à M. Wizan de continuer à donner à nos amis espagnols ses ridicules conseils.Nous trouvons encore dans *Paris-Soir* du 21 la relation suivante de Nicolas Mouneu :

VIVA LA F.A.I.! VIVA LA C.N.T.!

Nous traversons en trompe. Partout, dans les rues, tout est mort. Des patrouilles de gardes d'assaut circulent sur les Ramblas.

Des voitures dont les occupants sont armés braquent leurs fusils.

Le juste place qui leur revient dans la formidable bataille actuellement en cours.

Dès lors, nous le demandons à l'*Humanité*, est-ce bien le rôle de la classe ouvrière de ce pays que d'intervenir dans une telle affaire ? On connaît la position du parti communiste là-dessus. Elle exprime la nécessité de combattre partout l'hittéisme. Il s'agit donc de réaliser l'union des peuples qui veulent la paix contre les fauteurs de guerre, de décreté l'Allemagne d'accusation, de la désigner comme l'ennemi du repos du monde. En l'occurrence, il s'agit d'empêcher Hitler de s'emparer de Dantzig.

Nous avons montré à plusieurs reprises l'impossibilité pour une telle politique de se réaliser en dehors de la guerre. A la stratégie hitto-allemande du fait accompli, il faudrait, en bonne logique, répondre par la violence. Est-on prêt à cette extrémité pour empêcher le retour à l'Allemagne d'une ville dont la population est en majorité allemande ? Nous nous opposerons toujours, quant à nous, à une pareille aberration. Notre haine de la sanglante dictature de Hitler ne saurait nous aveugler jusqu'à souhait.

ter une guerre avec l'Allemagne, guerre dont le premier effet serait d'amener le triomphe du fascisme dans ce pays. Aussi bien, en ce qui concerne le parti communiste, ne s'agit-il pas d'avouement. Les appels belligueux de Gabriel Péri s'insèrent dans une politique parfaitement claire dont nous avons maintes fois dénoncé le caractère et les effets.

Elle n'est pas la notre. Osons le dire : nous préférions mille fois à une nouvelle guerre que Dantzig tombe entre les mains d'Hitler et que l'Autriche devienne allemande, nous préférions n'importe quelle modification du statut territorial du monde. Car ce monde n'est pas le nôtre. Car ce ne sont pas là les affaires de la classe ouvrière. Notre seul mot d'ordre doit être : *Avant tout, la paix !* Défense, donc, à l'imperialisme de compter sur le prolétariat pour lui assurer la tranquille jouissance de ses voitures. Qu'il s'affuble du masque patelin d'une pseudo-démocratie ou qu'il s'appareisse sous les traits féroces du fascisme, qu'il soit offensif ou défensif, avide ou nanti, il est partout l'ennemi. Lui oppposer en quelque endroit que ce soit le concours de la classe ouvrière est un crime.

LASHORTES.

Pour les six pages

Chaque semaine nous sommes obligés de laisser quelques papiers sur le marbre. Il nous est impossible de donner satisfaction à tous nos correspondants ouvriers, de Paris ou de province. Nous réduisons même dans nos chroniques habituelles, beaucoup de sujets d'actualité ne peuvent être traités faute de place.

Les quatre pages sont devenues tout à fait insuffisantes. Il nous faut paraître sur six pages. Nous le ferons dès le début d'octobre. Mais, pour supporter cette dépense supplémentaire, il est indispensable que tous nos amis nous aident.

Cette charge sera d'autant plus lourde pour notre trésorerie, que notre imprimeur et notre expéditeur viennent d'augmenter leurs prix de 10 et 20 %. Malgré cela, grâce au dévouement de tous nos amis, nous paraîtrons sur six pages dans les débuts d'octobre, comme prévu.

C'est sur eux que nous comptons, en propageant davantage le *Libertaire*, en organisant la vente à la rue.

Dans toutes les localités où se trouvent de nos amis, le *Libertaire* doit être vendu à la criée. Il n'est pas toujours possible à un camarade d'envoyer son aide financière au journal, mais il lui est toujours possible de placer 10 ou 20 *Libertaires* dans son entourage.

C'est par ce moyen que notre journal se développera et prospérera.

Mais n'oubliez pas, camarades, que pendant longtemps encore, la souscription restera le moyen indispensable pour assurer la parution régulière du journal.

Envoyez votre aide, pour que rapidement nous puissions avoir les six pages.

Adresssez les fonds à N. Faucier, 29, rue Piat, Paris (20^e), Chèque postal : N. Faucier 596-03, Paris.

A BAS LES LOIS SCÉLÉRATES !

La condamnation de Fortin

Lundi dernier, à la 16^e Chambre correctionnelle, une jeune monarchiste poursuivie pour outrage et rébellion était condamnée à 48 heures de prison avec sursis et 16 fr. d'amende. A la même heure, Fernand Fortin, gérant et directeur de la « Revue Anarchiste » comparaisait sur opposition à un premier jugement, devant la 13^e Chambre correctionnelle sous l'accusation de provocation de militaires à la désobéissance. Il était poursuivi pour avoir publié dans sa revue certains passages du « Manuel du Soldat » de notre ami Georges Yvetot, qui avait été acquitté lorsqu'il fut lui-même poursuivi à la parution de cette brochure.

Plus sévères que leurs prédeceesseurs, les juges de la 13^e ont condamné Fortin à 3 mois de prison et 100 francs d'amende.

Nous protestons contre cette condamnation doublement scandaleuse. D'abord, du fait qu'elle traduit une partialité de classe révolutionnaire, et ensuite parce que sauf erreur, c'est bien un gouvernement de Front Populaire qui est au pouvoir. Or, quand ils étaient dans l'opposition les gens qui le composent et leurs soutiens, ne cessaient avec juste raison de réclamer avec nous l'abrogation des lois scélérates. Leur premier geste — qui fut évidemment symbolique — fut de faire arrêter les personnes qui les composent et leurs soutiens, ne l'ont pas fait.

La condamnation de Fortin confirme par leur magistrature indigne-telle qu'ils ont l'intention d'utiliser eux-mêmes — et contre qui, sinon contre les révolutionnaires qui pourraient les gêner ? — cette arme de la pire des réactions ?

GROUPE DE CARRIERES

FÊTE CHAMPÔTRE DU 26 JUILLET

Le Groupe organise dimanche 26 dans « l'Île Fleury » une fête champêtre, dans un cadre idéal, Jeux de toutes sortes. Tom-hola avec de nombreux lots.

Allocution du camarade Boudoux. Autobus 62 et 63 porte Maillot ou Champs-Élysées. Descendre au pont des Bezons. Des flèches indiqueront l'itinéraire. Apporter ses provisions. Ravitaillage en boissons assuré.

Compagnons de la région parisienne, venez passer une bonne journée en famille.

L'APPEL DES DISPARUS

par Sébastien FAURE

Dans le coin où je me repose... en tra-vaillant, j'ai appris la mort de deux camarades qui m'étaient chers : Alexandre Berkman et Fernandez Orobon.

Le *Libertaire* a déjà publié sur ces deux excellents militants des notes biographiques qui signalent l'activité qu'ils ont mise au service de notre propagande, les persécutions que leur a values leur action ininterrompue et l'inlassable dévouement dont leur existence tout entière nous apporte l'émouvant témoignage.

Alexandre Berkman. — Que de luttes évo-que ce nom, que d'efforts et que de sacrifices ! La pauvreté, l'âge et la maladie n'avaient pas abattu son courage, entamé son énergie, diminué l'ardeur de ses convictions.

Entière était restée sa lucidité : compréhension remarquablement claire de l'évolution qui se poursuit à l'époque de transition que traverse l'humanité contemporaine.

Fernandez Orobon appartient à cette jeunesse d'Espagne dont la ferveur et l'intrépidité nous emplissent d'admiration et nous comblient d'espérance. Dès l'adolescence, il avait apporté au mouvement libertaire, dans les divers pays qu'il traversa par suite de la vie errante que lui imposèrent les multiples expulsions dont il fut frappé, l'intelligence qui éclairait son esprit et la flamme qui embrasait son cœur. La F.A.I. et la C.N.T. trouvèrent en lui un collaborateur précieux, un auxiliaire infatigable et de haute valeur.

Car, comme Berkman, Orobon associait le mouvement ouvrier au mouvement anarchiste et se dépeint en faveur de l'un et de l'autre : on en trouve la preuve dans le récit de leur existence exceptionnellement agitée.

Ces deux compagnons étaient, l'un comme l'autre, théoriciens et hommes d'action : deux qualités qu'on rencontre rarement chez le même individu ; qualités dont l'addition constitue l'anarchiste qui pense, veut et agit, par conséquent l'anarchiste complet.

Peut-être y avait-il chez Berkman plus de pensée refléchie et chez Orobon plus d'action audacieuse.

Effet de l'âge : celui-ci ayant trente ans de moins que celui-là. Mais si le dynamisme qui possédaient nos deux amis était d'un dosage quelque peu différent, il s'en dégageait une égale puissance et leur disparition laisse un vide qu'il est urgent de combler.

Quels qu'aient été, de leur vivant, les services par eux rendus à la marche de notre idée, quelques salutaires qu'ait été leur influence, quelle qu'ait été leur affection pour nous les entourages, quelles qu'aient été la noblesse et l'ampleur des batailles qu'ils livrèrent, les disparus ne sont pas pour nous des idoles.

Nous n'avons pas le culte des morts ; iconoclastes, nous combatissons les déifications et les autels.

Dans les milieux qui se disent républicains et démocrates, les Robespierre et les Saint-Just ; dans les partis qui se réclament du socialisme et du communisme, les Marx et les Lénine sont des demi-dieux, des surhommes, des êtres prodigieux à l'ombre desquels se trament et s'accomplissent en même temps que les abandonnements de principes, les plus notoires, les pires trahisons.

Sans doute, nous ne nous faisons pas faute de glaner dans l'abondante moisson de constatactions, de vérités, d'enseignements et d'exemples que nous ont légués les Bakounine, les Kropotkin, les Reclus, les Malatesta et beaucoup d'autres.

Mais ces emprunts n'ont pas pour nous le caractère d'une révélation qui, incrustée dans un Evangile, un Catéchisme, interdit toute contradiction. Nous ne sommes pas une Eglise et nous n'avons ni Dieu, ni prophète, ni saint.

Les emprunts que nous faisons aux œuvres et aux exemples que nous ont laissés ceux qui nous ont précédés pour objet, uniquement d'établir la continuité des conceptions libertaires et leur attrayante harmonie, de confronter les thèses qu'ont soutenu nos devanciers et celles que nous défendons nous-mêmes, de fortifier, ainsi, nos propres convictions anarchistes en soumettant leur examen à l'épreuve décisive de l'expérimentation.

Nos « anciens » ne sont pas pour nous des maîtres, détenteurs de vérités intangibles et définitives. Ils ne sont que des guides, des frères aimés, dont la large et forte main enlagent la notre nous soutient sur la route semée d'embûches et d'obstacles qui, péniblement mais sûrement, conduit l'humanité vers des horizons toujours élargis et des sommets de plus en plus élevés.

Nous les écoutons et nous les aimons ; mais, bien que nous inspirant de leurs leçons et de leurs exemples, nous ne les suivons pas les yeux fermés et nous ne leur obéissons point.

Notre pensée n'est pas rivée à la leur : ils ont vécu hier et nous vivons aujourd'hui. Ils se sont révoltés contre les servitudes que les erreurs, les préjugés et la loi avaient forgées au profit des gouvernements et des richesses de leur temps et au détriment des gouvernés et des pauvres. Le meilleur, le seul moyen de les honorer, ce n'est pas de leur élever des autels, c'est de nous insurger, d'un même cœur et d'une même volonté qu'eux, contre les erreurs, les préjugés et la loi que les détenteurs de la richesse et du pouvoir forgent de nos jours contre les exploitations du capitalisme et les opprimés de l'Etat.

C'est à ce travail ardu mais magnifique de bien-être économique et de liberté politique à conquérir pour tous sans exception que la longue existence de Berkman convie les vieux.

C'est à ce labeur lent, difficile et périlleux mais d'une admirable fécondité que la courte vie d'Orobon appelle les jeunes.

Jeunes et vieux, répondons à cet appel.

La mort d'Ascaso

Au moment de mettre en page nous apprenons la mort de notre camarade Francisco Ascaso.

Son courage exemplaire devait le placer au premier rang, dans la lutte que soutient actuellement le prolétariat espagnol pour la défense de ses libertés. Il a été tué lundi matin alors qu'à la tête d'un groupe de camarades, il attaquait la caserne d'artillerie dite Dressanes. Il est tombé, ainsi qu'un grand nombre d'anarchistes qui l'entouraient, sous les balles d'une mitrailleuse.

La F.A.I. et la C.N.T. perdent en lui un de leurs meilleurs militaires.

L'Humanité qui l'avait odiusement insulté pendant les événements d'octobre 1934, garde aujourd'hui le silence sur sa mort héroïque.

Il était très connu en France où il avait été emprisonné avec ses amis Durutti et Jover, à la suite d'une demande d'extradition de l'Espagne, de Primo de Rivera et par l'Argentine. Ils furent libérés tous les trois à la suite d'une campagne énergique menée par le *Libertaire* et l'Union anarchiste.

La semaine prochaine, nous reviendrons sur la vie de militant pleine de dévouement et de sacrifice de notre ami au service de la classe ouvrière.

LES INDIGENES ATTENDENT DU NOUVEAU...

A bas le code de l'indigénat ! Egalité totale des droits !

Au nom du groupe des anarchistes algériens nous recevons de notre bon camarade Saïf Mohamed l'article suivant que nous insérons bien volontiers, car il rappelle opportunément aux dirigeants du gouvernement de Front Populaire, l'immense travail qui reste à accomplir dans ce que les patriotes de toutes espèces appellent la France d'outre-mer, pour faire des indigènes au moins des égaux politiques de leurs « protecteurs » français. En Afrique du Nord, en A.O.F. comme en Indochine, « les dizaines de millions d'indigènes attendent que soit mis fin à l'odieux régime d'exception » que les opprimeurs peuvent facilement accomplir la tâche urgente qui s'impose. Il n'a qu'à s'inspirer des méthodes que préconisaient au contraire dans l'opposition ceux qui le composent aujourd'hui...

Hommes de cœur, comprenez-enfin nos cris de douleur, nos appels de détresse et réclamez avec nous l'abolition totale de l'ignoble code de l'indigénat qui mine lentement le moral et le physique du peuple algérien et est une tâche à l'honneur de la France dit républicaine et démocratique.

Vous qui frémissez quand une injustice se produit dans votre entourage, qui protestez avec énergie quand une victime du fascisme gît dans une grotte, vous révoltez quand à l'autre bout du monde l'Algérie n'est qu'à 750 kilomètres de la métropole, un innocent agonise, victime d'une répression, vous ne pouvez pas rester sourds à notre appel et être insensibles à cette iniquité monstrueuse : Un peuple tout entier, dont le seul crime est d'avoir été vaincu et dépossédé par la force, croupit dans des conditions de vie misérables et subit un esclavage qui déshonneure notre pays.

Car enfin, qu'est-ce que le code de l'indigénat ?

C'est tout simplement cet ensemble de lois qui mettent l'indigène Algérien à la merci de la métropole, qui exigent des devoirs et des charges écrasants, mais qui en échange ne donnent aucun droit. Il est formellement interdit au Français d'outre mer de se syndiquer pour se défendre contre un patronat qui l'exploite et l'opprime.

Pour lui, pas de liberté d'opinion, pas de liberté de la presse. Ses écoles sont rares, et l'instruction est à un niveau tellement bas que très peu peuvent en profiter et restent dans une ignorance complète qui permet une exploitation éhontée.

L'indigène n'ayant pas le droit de vote, on lui impose une dictature qui le traque et le rançonne.

Les împôts écrasants sont engloutis en partie dans de lourdes affaires, car malgré leur importance, les villages indigènes sont dans leur généralité privés de lumière, de postes et de télégraphie, et il n'y a pour ainsi dire pas de routes carrossables.

Pour cacher cette iniquité, les gouvernements invoquent ce motif aussi absurde que ridicule : « Pour qu'il soit mis au rang des « civilisés » l'indigène doit renoncer à son statut personnel qui lui donne le droit de se marier avec plusieurs femmes ».

Parce qu'en France, voyez-vous, il n'y a pas de harcèlement, mais l'hypocrisie en matière sexuelle existe davantage qu'en Algérie. Et au point de vue religieux, quand les ministres laïques s'agenouillent cyniquement et sans foi devant un dieu en carton ou en plâtre, qu'ils font pour reprocher au malheureux biot qui pratique des rituels qui ne sont pas plus ridicules que ceux des autres religions, car elles se valent toutes et ne sont fondées que sur la crédulité de leurs fidèles.

Mais voilà qu'en 1936, le gouvernement de Front populaire veut, dit-on, atténuer ce mal, l'atténuer seulement et non le guérir complètement en ayant le pouvoir.

Croyez-vous qu'avec un organe de presse comme l'*Humanité* et une femme de Saganarelle ne trouve pas un certain plaisir à être battue. — Pierre Maudslay.



Propos d'un Paria

De mon wagon

INFORMATEURS

L'actualité est véritablement la province des marchands de papier imprimé ; et il faut convenir que depuis pas mal de temps ils ont pu y puiser à leur aise, car ce ne sont pas les sujets qui ont manqué. Et des sujets substantiels !

Avec la tragédie italo-éthiopienne, l'occupation de la zone démilitarisée du Rhin par les troupes allemandes, la campagne électorale, l'avènement du Front populaire, le mouvement de grèves en France et en Belgique, les lecteurs de quotidiens en auront eu pour leur argent...

Et puis, tout à coup, un temps d'arrêt. Allait-on être obligé de ressortir le serpent de mer, un vampire ou le monstre de Loch Ness ?

C'est alors que se produisit à point nommé l'incident mangué contre Édouard VIII. Quel luxe de détails et de clichés : le roi impossible qui continue son chemin et part sans retourner (comme dans la chanson), la foule d'où s'élève un seul cri : « Que Dieu protège le roi ! » Et aussi ce couplet sur le cheval-avertisseur, si l'on peut dire : « Le cheval du souverain d'ailleurs trahit l'émotion dissimulée de son maître — avant même que l'homme se fût élancé, l'animal parut très saillant, et ses oreilles se dressèrent » (Paris-Midi, 17 juillet).

C'est troussé ça au moins ! Il y a là de mobile le moins communiste et faire pâmer d'aise les vieilles romances de la Société protectrice des animaux. Et si ce ne vous émeut pas, c'est que vous êtes très difficiles.

Maintenant, la vedette est aux événements d'Espagne, qui en arrivent à surclasser les périplés du Tour de France. C'est subit intérêt est suspect. Et, déjà, à travers des informations qui veulent paraître objectives, on peut nettement démontrer la tendance à accomoder les faits selon les besoins de la cause. Nos réactionnaires et fascistes de tous poils, prennent leurs désirs pour des réalités, misent sur la rébellion et laissent transpirer dans leurs comptes rendus leur sympathie pour les factieux du coup d'Etat. Tandis que les journaux de gauche, au contraire, donnent la réaction comme étant toutoune en déroute, quand malheureusement ce n'est pas une certitude à l'heure où paraîtra ce journal.

Certains reporters avaient été envoyés pour suivre les Jeux Ouvriers de Barcelone et sont devenus occasionnellement correspondants de guerre. C'est ce qui explique que les sens de certaines déplèches que de plus près eussent prudemment échappées.

Est-ce à cette circonstance que nous devons d'avoir pu apprendre que, parmi la résistance qui s'



VERS LA GUERRE

Une convention de passage des troupes russes en Roumanie?

Une grave nouvelle, de source particulière, nous parvient de Roumanie.

Un accord viendrait d'être conclu entre l'U.R.S.S., la Tchécoslovaquie et la Roumanie en vue d'assurer et d'organiser, en cas de guerre, le passage de troupes russes en Tchécoslovaquie à travers le territoire roumain.

Cette information — dont il est inutile de souligner l'importance et la signification — nous était parvenue sans détails, il y a une quinzaine de jours.

Depuis, Titulesco l'a démentie dans *l'Universel*, mais des précisions viennent de nous être fournies qui ne laissent guère de doute sur ce qui se trame au sud-est de l'Europe entre la Russie et la Petite Entente.

La vérité serait la suivante :

L'accord aurait bel et bien été rédigé et paraphé par le commissaire du peuple aux Affaires étrangères soviétique et par les ministres des Affaires étrangères roumain et tchécoslovaque.

Nous disons bien « paraphé » et non « signé ».

On sait que la diplomatie impérialiste (exemple : le pacte franco-soviétique), se plait à ces nuances de forme qui permettent de ménager les transitions, d'évoquer, de démentir s'il y a lieu, bref de mieux mentir aux peuples pour les conduire plus commodément au massacre.

« Paraphé » donc et non « signé », la signature officielle ayant été remise à plus tard, sur les instances d'un gouvernement balkanique, effrayé des conséquences que la divulgation d'un tel accord et le caractère de fait accompli à lui conféré par une signature solennelle, eussent pu actuellement avoir pour la paix.

L'ENQUÊTE DU « LIBERTAIRE »

Est-ce un bien ? Est-ce un mal ?

Nous publions cette semaine une partie des premières réponses qui nous sont parvenues à l'opportune enquête dont notre ami Sébastien Faure a eu l'initiative.

La semaine prochaine nous insérerons les réponses de Jauernik et R. Jégou que nous avons dû laisser au marbre faute de place.

M. PERNETTE

Les vieux militants doivent aider les jeunes à reformer la tendance anarchosyndicaliste

Je lis chaque semaine le « Libertaire », j'ai vu sur le dernier numéro votre idée d'une enquête sur l'afflux des adhérents à la C.G.T. qui grouperaient 5 millions de membres. J'ai applaudi à cette idée et serai vivement intéressé des réponses qui ne manqueront pas, j'en suis certain, de vous parvenir. Quant à moi, quoique bien jeune pour parler des questions si ardus du syndicalisme, je me permets néanmoins d'apporter mon point de vue et de vous donner une suggestion qui, je le souhaite, serait capable de redonner de l'élan au vaste anarcho-syndicalisme d'avant la guerre, qui n'est pas tout à fait mort puisque nous en reparlons.

Beaucoup des nouveaux adhérents à la C.G.T. ont été contraints de se syndiquer parce qu'ils ne pouvaient pas faire autrement (c'est la majorité des camarades syndiqués de l'usine qui les obligent, c'est le label dans l'imprimerie, c'est la haine instinctive du syndicat patronal, du syndicat Croix de Feu, etc.). Ceux-ci, invités d'en parler, à la première occasion ils donneront leur démission, peut-être plus vite encore qu'ils ont donné leur adhésion.

D'autres ne connaissent encore presque rien du syndicalisme. Mais ils ont compris que lorsque la classe ouvrière veut elle peut. Ils ont vu que cette classe ouvrière a, par son union, opposé une résistance, une force victorieuse ou capitaliste.

Le prolétariat a triomphé ; son triomphe sera démantelé par les vaincus d'hier, les partisans, les capitalistes et aussi par les dirigeants de cette C.G.T. qui s'est empressée de les accuser.

Ne tenant pas compte des accès, le nouveau syndiqué n'a vu que le triomphe.

Il a nettement compris que s'il n'avait pas été retenu par les vils politiciens ou les délégués de la C.G.T. ses maîtres de demain, il aurait pu prendre les usines (comme s'en est vanté Jouhaux au Congrès de la Fédération Syndicale Internationale). Ah ! si les mots d'ordre n'avaient pas été : « Arrêtez-vous docilement sur le lieu du travail » mais : « Travaillez et exploitez les usines pour vous-même, sans vous occuper du capitalisme ». L'usine serait devenue une coopérative ouvrière. Au détriment du capitalisme, une délivrance de tout le prolétariat aurait été instaurée.

Cette période (qui aurait du devenir révolutionnaire) passée, que va devenir notre non syndiqué d'hier. Il va à la C.G.T. se trouver devant deux importantes tendances : la tendance communiste (l'ancienne C.G.T. U., tendance communiste Frachon-Racamond) et la tendance planiste (Jouhaux-Belin) qui je crois l'emportera sur la première. Il y a aussi une troisième tendance, hélas ! presque oubliée : l'anarcho-syndicalisme. J'ai peur que les militants qui l'ont propagé se confinent dans leur isolement et que petit à petit il (ce qui serait excessivement regrettable pour l'anarchie qui ne peut vivre sans l'anarcho-syndicalisme) cette tendance vraiment révolutionnaire disparaîsse du mouvement syndical. Je laisse, en espérant beaucoup, les purs syndicalistes se réveiller d'eux-mêmes.

Etant un jeune, je considère surtout ce que font ces différentes tendances (pour annexer la jeunesse à elles : d'un côté la tendance communiste à ouvrir une Université Ouvrière où le Marxisme est enseigné. Nombreux ont été les jeunes qui assifftent de savoir, de n'importe quel savoir, se sont préoccupés en cette Université Ouvrière qui trop étroite a été obligée de créer une filiale à Montreuil ; en octobre pro-

Il est bien évident en effet que l'impérialisme allemand (aussi exécutable est-il besoin de le dire ? — que ses pairs « démocratiques » ou « bolchevik » et qui réduisent actuellement en Roumanie son agitation fasciste et antisémite) aurait toute latitude, si l'envie lui en prenait, de considérer l'accord en question comme une menace directe, qui plus est, aggressive, de la part de la Russie avec laquelle il n'a point de frontière commune, et... d'agir en conséquence.

La preuve, ajoute notre informateur, que pratiquement, paraphe et signature se valent, c'est que dès maintenant les clauses techniques de l'accord sont exécutées, et que dès travaux sont entrepris sur le réseau ferroviaire roumain pour assurer dans les meilleures conditions le transit direct des troupes russes d'Ukraine en Roumanie à travers la Bessarabie.

Titulesco, ajouté-t-il, a été obligé de quitter précipitamment Montreuil où il participait à la conférence de remilitarisation des Dardanelles et de rentrer à Bucarest pour faire face aux attaques qui redoublaient contre lui à cette occasion et ont failli le contraindre à démissionner.

La presse française, de toute opinion, ayant observé sur cette affaire, le mutisme plus complet, nous serions particulièrement heureux de savoir si, comme tout le donne à penser, nos renseignements sont exacts.

Quelqu'un se dressera-t-il dans cette presse domestiquée ou sur les bancs du Parlement pour demander au Gouvernement de Front Populaire :

1^e Si l'accord en question a été conclu.

2^e Dans l'affirmatif, s'il a été avec l'assentiment de M. Blum et de M. Delbos, fidèles alliés de la petite-Entente et de l'U.R.S.S. BERAT.

Il semble que si le nombre des effectifs de la C.G.T. a doublé ou triplé, on n'est pas en droit d'attendre pratiquement des résultats en rapport avec cet accroissement. Le gréviste à qui l'on a demandé de se syndiquer ne l'a fait qu'en raison des dérèglements de l'heure présente, sachant évidemment qu'il le faisait pour acquérir plus de bien-être, mais connaissant imperfectement cette grande machine qu'est le syndicalisme et ignorant plus ou moins les autres terrains sur lesquels se place son activité. Il est probable que la majorité des nouveaux adhérents, en fait d'action syndicale personnelle, se bornera à payer les cotisations. Ce nouvel adhérent constitue un élément neutre qu'il faut instruire, car son action dépendra de l'éducation qu'il aura reçue. Je pense que c'est sur ce point que repose essentiellement le problème posé par Sébastien Faure.

Il est inutile de s'appesantir sur l'autorité qu'ont les chefs sur les militants de la base, par leurs écrits, leurs discours, leur attitude, ils devront limiter ou arrêter leur action. Et l'influence qu'ils exercent demain à l'intérieur de la C.G.T. sera d'autant plus redoutable qu'ils parleront à un plus grand nombre de syndiqués, la plupart disposés à suivre leurs directives. A l'extérieur, c'est-à-dire dans le pays, ils auront d'autant plus d'autorité qu'ils parleront au nom d'un plus grand nombre d'hommes.

Le fait également d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra dévier maine celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme dangereux et par conséquent préjudiciable au véritable.

Cependant, cet afflux de travailleurs, et aussi d'argent dans la Centrale Syndicale unifiée, peut porter ses fruits si, au sein de chaque groupe, une minorité de syndicalistes révolutionnaires lutte contre l'influence néfaste des chefs, travaille à l'éducation des masses et s'efforce de maintenir le syndicalisme dans ses vraies et nobles traditions. Et d'abord, il faudra exiger la cessation de toute collaboration avec l'Etat, si minime soit-elle.

Je me résume : Si le monde du travail ainsi instruit et organisé, prend conscience de la force, et n'écoute que lui, de grandes espoirs naissent, mais celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme dangereux et par conséquent préjudiciable au véritable.

Le fait également d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra dévier maine celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme dangereux et par conséquent préjudiciable au véritable.

Le fait également d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra dévier maine celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme dangereux et par conséquent préjudiciable au véritable.

Le fait également d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra dévier maine celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme dangereux et par conséquent préjudiciable au véritable.

Le fait également d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra dévier maine celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme dangereux et par conséquent préjudiciable au véritable.

Le fait également d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra dévier maine celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme dangereux et par conséquent préjudiciable au véritable.

Le fait également d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra dévier maine celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme dangereux et par conséquent préjudiciable au véritable.

Le fait également d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra dévier maine celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme dangereux et par conséquent préjudiciable au véritable.

Le fait également d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra dévier maine celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme dangereux et par conséquent préjudiciable au véritable.

Le fait également d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra dévier maine celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme dangereux et par conséquent préjudiciable au véritable.

Le fait également d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra dévier maine celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme dangereux et par conséquent préjudiciable au véritable.

Le fait également d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra dévier maine celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme dangereux et par conséquent préjudiciable au véritable.

Le fait également d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra dévier maine celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme dangereux et par conséquent préjudiciable au véritable.

Le fait également d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra dévier maine celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme dangereux et par conséquent préjudiciable au véritable.

Le fait également d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra dévier maine celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme dangereux et par conséquent préjudiciable au véritable.

Le fait également d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra dévier maine celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme dangereux et par conséquent préjudiciable au véritable.

Le fait également d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra dévier maine celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme dangereux et par conséquent préjudiciable au véritable.

Le fait également d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra dévier maine celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme dangereux et par conséquent préjudiciable au véritable.

Le fait également d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra dévier maine celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme dangereux et par conséquent préjudiciable au véritable.

Le fait également d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra dévier maine celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme dangereux et par conséquent préjudiciable au véritable.

Le fait également d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra dévier maine celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme dangereux et par conséquent préjudiciable au véritable.

Le fait également d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra dévier maine celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme dangereux et par conséquent préjudiciable au véritable.

Le fait également d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra dévier maine celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme dangereux et par conséquent préjudiciable au véritable.

Le fait également d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra dévier maine celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme dangereux et par conséquent préjudiciable au véritable.

Le fait également d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra dévier maine celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme dangereux et par conséquent préjudiciable au véritable.

Le fait également d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra dévier maine celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme dangereux et par conséquent préjudiciable au véritable.

Le fait également d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra dévier maine celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme dangereux et par conséquent préjudiciable au véritable.

Le fait également d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra dévier maine celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme dangereux et par conséquent préjudiciable au véritable.

Le fait également d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra dévier maine celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme dangereux et par conséquent préjudiciable au véritable.

Le fait également d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra dévier maine celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme dangereux et par conséquent préjudiciable au véritable.

Le fait également d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra dévier maine celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme dangereux et par conséquent préjudiciable au véritable.

Le fait également d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra dévier maine celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme dangereux et par conséquent préjudiciable au véritable.

Le fait également d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra dévier maine celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme dangereux et par conséquent préjudiciable au véritable.

Le fait également d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra dévier maine celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme dangereux et par conséquent préjudiciable au véritable.

Le fait également d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra dévier maine celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme dangereux et par conséquent préjudiciable au véritable.

Le fait également d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra dévier maine celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme dangereux et par conséquent préjudiciable au véritable.

Le fait également d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra dévier maine celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme dangereux et par conséquent préjudiciable au véritable.

Le fait également d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra dévier maine celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme dangereux et par conséquent préjudiciable au véritable.

Le fait également d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra dévier maine celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme dangereux et par conséquent préjudiciable au véritable.

Le fait également d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra dévier maine celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme dangereux et par conséquent préjudiciable au véritable.

Le fait également d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra dévier maine celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme dangereux et par conséquent préjudiciable au véritable.

Le fait également d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra dévier maine celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme dangereux et par conséquent préjudiciable au véritable.

Le fait également d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra dévier maine celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme dangereux et par conséquent préjudiciable au véritable.

Le fait également d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra dévier maine celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme dangereux et par conséquent préjudiciable au véritable.

Le fait également d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra dévier maine celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme dangereux et par conséquent préjudiciable au véritable.

Le fait également d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra dévier maine celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme dangereux et par conséquent préjudiciable au véritable.

Le fait également d'avoir beaucoup plus d'argent pour la propagande, pourra dévier maine celle-ci faite en faveur d'un syndicalisme dangereux et par conséquent préjudiciable au véritable.



EN VUE DES LUTTES FUTURES

S'adapter, réaliser...

La puissance réalisatrice, des méthodes employées lors du récent mouvement revendicatif a été telle qu'elle a ouvert les yeux à nombreux de travailleurs qui, reconnaissant l'utilité du regroupement, se sont empressés de rejoindre l'organisation syndicale.

Actuellement la C.G.T. compte plus de quatre millions d'adhérents et cette progression spontanée pose pour celle-ci de multiples problèmes dont la solution s'impose d'urgence si nous voulons retenir ces forces nouvelles et les utiliser pour consolider et développer les avantages acquis.

Il convient, en effet, de considérer que, dans la plupart des corporations, les effectifs syndicaux ont été quintuplés, quelquefois même démultipliés. Tels syndicats qui, dans telle localité importante, végétent péniblement sans parvenir à influencer sérieusement l'action revendicative, se sont enflés à un tel point que leur constitution ne correspond plus aux nécessités actuelles de l'activité syndicale.

Il importe donc d'adapter rapidement les rouages de l'organisation syndicale à cette situation nouvelle en s'attachant à assouplir l'appareil bureaucratique par une décentralisation progressive des fonctions responsables sur le plan corporatif et local.

Sur ce point les syndicalistes, soucieux de conserver au mouvement syndical l'indépendance qui a fait sa force et son originalité, devront veiller à ce que cette transformation s'opère dans l'esprit du plus large fédéralisme.

Il est cependant un autre aspect du problème qu'il importe de résoudre d'urgence : c'est l'adaptation des locaux syndicaux aux conditions nouvelles. C'est la création de Maisons syndicales là où il n'en existe pas.

Actuellement, les militants syndicaux pour décongestionner les locaux syndicaux deviennent trop étroits et pour faire face dans toute la mesure du possible aux charges accrues résultant de la progression des effectifs et de l'application des améliorations sociales, ont dû louer et installer à la hâte de nouveaux locaux incommodes et souvent mal situés.

En outre, dans de nombreuses localités, se sont constitués plusieurs syndicats qui, certes, sont unis sur le plan corporatif, mais manquent de liaison effective sur le plan local par suite de l'absence d'une Maison commune.

L'occasion est propice de faire cesser pareille situation nuisible au développement du mouvement syndical.

Des forces jeunes animées du désir de se consacrer au mieux-être social sont venues renforcer nos rangs. Il convient d'orienter leur activité vers des réalisations tangibles et leur faire comprendre tout l'intérêt d'avoir leur maison à eux, assez large, assez vaste pour qu'ils puissent s'y retrouver nombreux et envisager ensemble la bataille revendicative.

Une campagne judiciairement menée à cet égard ne manquera pas d'obtenir les meilleurs résultats et éviterait à certains syndicats championnages de disparaître comme ils sont venus.

Les raisons ne manquent pas qui militent en faveur de cette réalisation dans chaque endroit où coexistent plusieurs syndicats désireux de consolider leur position face à un patronat qui, lui, a depuis longtemps compris la nécessité de la collaboration interprofessionnelle sur le plan local.

Les temps héroïques du syndicalisme sont, cette fois, révolus. Fini de se réunir après le travail dans l'arrière-salle d'un bistro en prenant soin de ne pas se faire remarquer pour éviter la sanction patronale. La reconnaissance du droit syndical, qu'on doit savoir faire respecter, a rendu le syndicalisme majeur et lui permet d'agir désormais au grand jour.

L'institution du contrat collectif et la nécessité d'une liaison constante avec les délégués d'entreprises exigent maintenant dans chaque localité, l'installation d'une permanence où se tiendra le militant capable d'appuyer une délégation ouvrière, d'orienter un conflit, de renseigner le travailleur sur ses droits et devoirs.

La Maison syndicale, qu'on l'appelle Bourse du travail, Maison du peuple ou autrement, réalisera l'union locale de tous les syndicats d'une région. Elle sera le lien indispensable qui les sortira du cadre étroitement corporatif pour les orienter vers les revendications communes à tous les salariés, vers la lutte de classes aperçue dans son ensemble. Elle sera l'école de la solidarité qui devra se manifester lors d'une grève ou le soutien matériel des travailleurs en lutte augmentera les chances de victoire.

Les tâches sont multiples et ses possibilités infinies.

Son rôle primordial consiste à grouper localement les travailleurs des diverses corporations, à développer leurs possibilités d'action commune, à susciter l'éclosion de nouveaux syndicats dans les corporations où il n'en existe pas.

Le bureau de l'Union locale, ainsi constituée, établira un service de renseignements sur les questions prudhommes, les accidents du travail, assurances sociales, etc. Il pourra devenir à des heures déterminées un cabinet de consultations médicales et juridiques à la disposition des ouvriers, syndiqués ou non.

Au moment où l'on déplore le manque d'expérience et d'éducation sociale des nouveaux venus, combien sera précieuse l'institution d'une bibliothèque judicieusement pourvue d'ouvrages d'ordre sociologique et professionnel.

Des cours professionnels pourront même être envisagés suivant les industries locales, comme cela se pratique déjà en maints endroits.

L'on doit également ambitionner, aujourd'hui où l'organisation groupe la majeure partie des

ouvriers, de réaliser le placement des travailleurs par le syndicat. En ce domaine le siège de l'Union locale sera d'un concours appréciéable pour la résorption du chômage.

Dans le domaine de la propagande les conférences, les réunions éducatives sur des questions d'ordre général contribueront à éléver le niveau social du monde du travail. La presse est également un moyen non négligeable pour dénoncer les méfaits de l'exploitation capitaliste et orienter l'action ouvrière. Nombre d'Unions locales possèdent actuellement leur journal dans lequel les militants ont toute possibilité d'expression pour signaler les abus patronaux et tenir leurs camarades au courant de la vie syndicale.

Enfin dans l'action revendicative la Maison syndicale jouera un rôle de premier plan. Elle devra comprendre une salle assez vaste où se tiendront les réunions publiques et corporatives. Au cours des grèves qui ne manqueront pas de survenir, le bureau de l'Union locale aura notamment à organiser la solidarité pécuniaire en faveur des grévistes et leur famille, puis les soupes populaires ou la fourniture de vivres en cas d'occupation de l'entreprise.

Il aura aussi à envisager, si le conflit se prolonge, une grève générale de solidarité de l'ensemble des corporations de la région et peut-être l'exode des enfants et autres mesures propres à assurer la victoire ouvrière.

Ces considérations prises entre tant d'autres suffisent amplement à justifier l'importance et l'utilité du rôle que sont appelées à jouer les Unions locales possédant leur Maison syndicale.

Tous les moyens matériels et financiers pour procéder à l'édition d'une telle entreprise peuvent être trouvés rapidement. Qu'on établisse l'objectif à atteindre, qu'on trace les « grands travaux du syndicalisme » devant l'immense masse des travailleurs organisés et le concours des bonnes volontés ne fera pas défaut.

Il est assez de gars du bâtiment en chômage qui seront heureux moyennant une rétribution raisonnable de mettre leurs capacités au service des intérêts ouvriers.

Les fonds nécessaires peuvent être rapidement trouvés soit au moyen de souscriptions, de cotisations spéciales, soit par l'entremise des caisses ouvrières d'assurances sociales.

Que partout se dressent, face aux institutions

« Par tous les moyens appropriés » que partout se dressent, face aux institutions capitalistes et établies, les citadelles ouvrières qui deviennent les meilleurs instruments de l'affranchissement de l'homme par l'homme.

N. FAUCIER.**ET LES QUARANTE HEURES ?**

La statistique du chômage, signale régulièrement une recrudescence du nombre des chômeurs.

Sous prétexte de manque de travail, le patronat multiplie les manœuvres pour licencier ceux qui se sont montrés les plus actifs lors de l'ouverture d'occupation des usines.

Certes, la solidarité qui se manifeste actuellement dans les rangs ouvriers les incite à opposer au patronat la diminution des heures de travail au congédiement. Régulièrement, celui-ci refuse.

Qu'attendent les ouvriers de ces usines pour imiter l'exemple des travailleurs de chez Charnier et Walker qui, eux, ont imposé par une nouvelle occupation de l'usine, le travail pour tous au moyen de la réduction de la journée de travail.

Bien entendu, s'ils préfèrent s'en tenir aux usines stalinistes et aux déclarations de Sainjero contre la grève-occupation, ils attendront sans doute longtemps l'application de la semaine de quarante heures qui est en passe de subir le même sort que celle de quarante-huit heures, constamment violée.

Pourtant, dehors, leurs camarades chômeurs attendent, de leur part le geste de solidarité qui s'impose.

Qu'ils comptent surtout sur leur action propre et exigent de la part de leurs dirigeants syndicaux une action rapide pour obtenir le travail pour tous par la réduction du temps de travail, comportant le maintien du salaire hebdomadaire actuel.

LE COUT DE LA VIE

On a vanté sur tous les tons l'application des lois sociales se concrétisant, paraît-il, par une augmentation de 35/00 des salaires.

On s'est bien gardé par contre d'inclure dans les contrats collectifs, l'échelle mobile d'ajustement des salaires aux fluctuations du coût de la vie et nous assistons aujourd'hui, à une hausse générale sur tous les produits, venant tamponnée en partie, les dites augmentations de salaires et contre lesquelles le travailleur est sans défense. Sans défense également le malheureux chômeur dont l'allocation ne connaît pas l'augmentation compensatrice.

Ah certes, le Gouvernement a menacé de ses foudres les spéculateurs à la hausse du gros et petit commerce, or, mardi dernier, la 11^e Chambre correctionnelle de Paris, qui avait à statuer sur le cas de neuf commissariations aux Halles centrales, poursuivis pour hausse illicite, a rendu en faveur des inculpés un jugement favorable en annulant l'ordonnance de renvoi en police correctionnelle des neuf spéculateurs.

Les loups ne se mangent pas entre eux. Mais on nous permettra de rappeler aux tenants actuels du pouvoir que les Jacobins, dont ils se proclament les descendants, guillotinaient les affumeurs du peuple.

Puisqu'ils veulent par tous les moyens apprisés empêcher la classe ouvrière de faire ses affaires elle-même, ils se doivent, eux, de passer des paroles aux actes.

Ici, où nous ne nous faisons que peu d'illusions à cet égard, nous continuons à préconiser l'action directe des travailleurs seule capable de balayer les profiteurs du régime et les politiciens qui l'entretiennent.

PEUT-ON SAVOIR ?

Nous n'avons pas été peu surpris d'apprendre la mise en circulation dans les usines de la région parisienne d'une carte ainsi concue :

Pour faciliter les déplacements de notre CAMARADE COSTES
Secrétaire du Syndicat des Métaux dans le siège revendicatives qu'il mène pour nous

OFFRONS-LUI UNE VOITURE

Participation : 1 franc

Ceci nous suggère plusieurs remarques : 1^e Cette carte ne porte aucune estampe ou du colonel Comte avaient pavées fenêtres et boutonnieres de couleurs tricolores.

2^e Le camarade Costes cumulant en même temps que la fonction de secrétaire des Métaux de député, la voiture est-elle destinée au délégué syndical et au député, c'est-à-dire à Costes lui-même, ou restera-t-elle la propriété du syndicat lorsque le mandat syndical de celui-ci lui sera retiré ?

On demande à savoir, car si nous comprenons les nécessités de la propagande nous ne sommes nullement disposés à favoriser l'arrivisme.

Un groupe de métallos.

A BAS LE CUMUL !

Tant qu'existera cette anomalie préjudiciable aux intérêts ouvriers nous continuerons à la dénoncer.

Outre qu'il vole le sentiment d'indépendance propre au syndicalisme apolitique et introduit la division dans les rangs ouvriers, le cumul des fonctions politiques et syndicales lèse les intérêts ouvriers.

En effet, le même homme si dévoué soit-il ne peut accomplir conscientieusement deux fonctions aussi importantes et dont les intérêts sont souvent contradictoires.

Aussi les travailleurs conscients de la défense de leurs intérêts doivent-ils mettre en demeure de choisir les cumulards dont les noms suivent :

BROUT, député communiste, secrétaire de la Fédération du Bâtiment ;

COSTES, député communiste, président du syndicat des Métaux de la région parisienne ;

CROIZAT, député communiste, secrétaire du syndicat des Métaux de la région parisienne ;

MAES, député socialiste de Lens et secrétaire général du Syndicat des mineurs du Pas-de-Calais ;

CHAUSSY, député socialiste de Seine-et-Marne, secrétaire de la Fédération de l'Agriculture ;

PARSAL, député communiste, secrétaire de la Fédération de l'Agriculture,

MIDOL, député communiste de Seine-et-Oise et secrétaire de la Fédération des cheminots ;

SEMARDE, député et conseiller général communiste (réélu) de la Seine et secrétaire de la Fédération des cheminots ;

GOURDEAU, conseiller communiste (réélu) de la Seine et secrétaire de la Fédération postale,

MARCEL PAUL, conseiller municipal communiste (réélu) de Paris et secrétaire de la Fédération des services publics ;

BOSSU, conseiller municipal communiste (réélu) de Paris et secrétaire de la Fédération du Bâtiment.

Louman.**NARBONNE****Quelques tâches immédiates du Syndicalisme**

Après la bataille pour les salaires qui s'est produite et l'augmentation massive des effectifs syndicaux, surtout chez les travailleurs de l'industrie privée, il reste encore d'autres luttes à mener à bien.

En premier lieu, nos organisations doivent se préoccuper de la défense des chômeurs et des travailleurs immigrés. Il y a encore beaucoup de communes qui ne possèdent pas de fonds de chômage, quant à celles qui en possèdent, nombre d'entre elles n'y admettent pas les travailleurs étrangers.

Ces iniquités doivent cesser au plus tôt. Certes l'Union départementale des Syndicats et la Bourse du Travail de Narbonne ont voté des résolutions en ce sens. Ces résolutions étaient nécessaires, mais elles n'apporteraient aucun résultat si une action plus vigoureuse n'était entreprise.

Les syndicalistes révolutionnaires que nous sommes se doivent d'être les artisans les plus ardents de cette action de solidarité, de notre activité doit dépendre pour une bonne part de sa réussite.

L. ESTEVE.

Groupe Elysée-Reclus.**Balade champêtre régionale**

A l'occasion des fêtes du 15 août, le groupe de Narbonne organise pour cette date une balade champêtre à St-Pierre-sur-Mer.

Tous les camarades de la région, Béziers, Coursan, Fleury, Lézignan, Bize, Villevigne, etc., sont fraternellement invités à y participer.

Pour tous renseignements, s'adresser à Louis Estève, maison Gaillard, route de Carcassonne, Narbonne.

PAR EUX-MÊMES**L'aveu de l'impuissance parlementaire des Députés du F. P. espagnol**

Pestana. — Un anarchosyndicaliste qui croit mieux faire au parlement que dans les syndicats.

Dans des renseignements parlementaires que publient les périodiques de Barcelone, de la matinée du 25 juin, on parle de M. Angel Pestana qui dit ceci :

Je suis ennemi de la censure, mais je suis partisan de la responsabilité des périodiques. S'ils mentent ils devront être punis fortement, mais si ils sont dans la vérité on ne s'explique pas la rigueur du gouvernement qui s'exerce si énergique dans l'action directe.

Je prie que l'on demande la clôture du parlement ; j'avais l'espérance, car je croyais que là-bas au pouvoir on pouvait travailler au bénéfice du peuple, mais j'ai vu qu'on ne pouvait rien y faire d'utilité, si non que palabrer.

Moi qui ai passé beaucoup de jours sans manger, je comprends l'angoisse de ceux qui ne mangent pas et attendent que nous fassions quelque chose, et nous ne faisons rien.

Il est nécessaire que les commissions accèdent à leurs travaux pour que l'on puisse œuvrer utilement ici au Parlement.

S'il n'en a pas ainsi, moi qui suis venu avec l'illusion d'agir, il faudra donc que je retourne à la rue et dire à mes anciens amis : vous aviez raison il n'y a rien à faire au parlement.

Avec tous les moyens d'intimidation il cherche à faire pression sur nos camarades italiens qui sont la majorité dans le chantier pour les contraindre à abandonner la lutte et nous avoir à la merci. Sa dernière provocation dans l'ordre chronologique a été celle du mercredi 15 juillet.

Ce jour-là, à midi, M. Van Acker est rentré dans le chantier flanqué de deux tristes sires, le secrétaire du vice-consulat italien et le chef du tasseau de Toul